



Ce n'est pas aux salariés de payer la crise du capitalisme !

Le 3 septembre dernier, le gouvernement a annoncé un plan pour relancer l'économie après la crise sanitaire. Sans surprise, c'est un plan taillé sur mesure pour les entreprises qui a été présenté. Le Medef, qui n'a pas fini de murmurer à l'oreille du pouvoir, a ainsi pu obtenir du gouvernement pas moins de 35 milliards d'euros pour les entreprises, dont 20 milliards d'euros pour financer une baisse des impôts de production et 3 milliards pour gaver les trésoreries propres. L'investissement industriel, lui, se voit gratifier d'un petit milliard d'euros seulement, alors même qu'il était le plus à même de préserver l'emploi en évitant les fermetures de site et en développant les charges de travail. Quant aux mesures sociales, elles sont tout simplement absentes de ce plan de relance, qui, en outre, s'accompagne d'un maintien des pires réformes portées par le gouvernement, notamment celles de l'assurance chômage et des retraites.

Le visage du monde de l'après-Covid affiche le même regard cynique et voyou que celui d'avant. Un monde où les règles du libéralisme économique s'imposent toujours, au mépris des conséquences sociales et écologiques dramatiques qui en découlent. Les fermetures d'entreprises se multiplient, la misère sociale se répand, la planète brûle et étouffe, mais le gouvernement, lui, continue de choyer le patronat et les plus riches.

Notre profession a fait les frais de ces logiques à peine le confinement levé, avec la liquidation des deux filiales du Groupe Presstalis assurant la distribution de la presse en régions, à savoir la SAD et Soprocom. 512 salariés mis à la porte le 15 mai, licenciés secs sur l'autel du profit économique par les éditeurs de presse, qui semblent moins se soucier de la distribution de la presse que de ce qu'ils verseront à leurs actionnaires. Depuis cette offensive sans précédent contre la distribution de la presse, la situation de l'information dans notre pays est dans un état lamentable, préjudiciable au bon fonctionnement de la démocratie, qui a besoin que les informations et les idées circulent pour vivre. C'est un fait, depuis le 15 mai 2020, il y a, en France, des régions entières où la presse nationale n'est plus distribuée ! Et, sans les efforts des salariés licenciés et de notre syndicat pour relancer l'activité, la situation serait sans doute encore pire !

.../...

Au-delà de la distribution, c'est toute la presse qui fait face à des attaques patronales, nombre d'employeurs n'ayant aucun scrupule à prendre prétexte du Covid-19 pour satisfaire les appétits des actionnaires. Accords de compétitivités scélérats qui voudraient imposer des baisses de salaire, suppressions de postes, licenciements : on ne compte plus les annonces dans les entreprises de presse qui augurent le pire pour les salariés, leur avenir et leurs conditions de travail.

Et il en va de même dans les autres secteurs de la communication écrite, où nos militants se battent pour préserver les droits et les acquis et mettre un terme aux politiques destructrices d'emplois et génératrices de précarité. Dans l'édition de livres et le labeur, des offensives similaires à celles auxquelles on assiste dans la presse se déploient, malgré les millions d'euros d'argent public injectés dans les filières et les trésoreries des entreprises.

Cette situation alarmante exige de nous des mobilisations à la hauteur. L'intersyndicale nationale organise une journée d'action **le 17 septembre 2020**.

En conséquence, le SGLCE-CGT appelle l'ensemble de ses adhérents et, plus largement, les salariés de la presse, de l'édition et du labeur à se mobiliser massivement dans la rue ce jour-là !

À 14 heures, tous ensemble, Place de la République en direction de Nation, derrière le camion du SGLCE, dans le cortège de l'UD de Paris.

Paris, le 14 septembre 2020